

# Les îles de l'espoir



Le Parc national Hoge Kempen  
remporte le Prix Goldman

Conférence :  
L'Union européenne et l'Outre-Mer

Cap sur Barcelone





**Table des matières**

En première ligne : les îles européennes d'outre-mer face au changement climatique 3

Les petites îles ne peuvent pas s'adapter à l'infini 6

La Réunion : une biodiversité insulaire d'importance internationale 7

La biodiversité d'outre-mer au cœur des enjeux mondiaux 8

Préserver les forêts sèches de Nouvelle Calédonie 9

Un écosystème modèle à Moorea 10

Gérer les espèces exotiques envahissantes dans les îles 11

Cap sur Barcelone 12

Prix : le Parc national « Hoge Kempen » 13

Nouvelles de l'IUCN Europe 14

Calendrier 16

**Lettre paneuropéenne de l'IUCN 16/2008**

Juin 2008 – ISSN 1728-8908 - Français  
 IUCN – Union internationale pour la nature  
 64 Boulevard Louis Schmidt, 1040 Bruxelles, Belgique  
 europe@iucn.org – www.iucn.org/europe

**Rédacteur en chef :** Tamás Marghescu

**Gérante :** Wiebke Herding

**Rédacteurs pour ce numéro :**

Jean-Philippe Palasi, Olivia Pasini

**Rédactrice linguistique :** Tiina Rajamets

**Traduction :** Amalia Thaler

**Maquette :** ohrthoyer.business communications

**Imprimé par :** Imprimerie Gramme, Belgium

**Illustration de couverture :** Dean Turner

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les opinions de l'IUCN, du Conseil de l'IUCN ou de ses membres.

La reproduction ou la traduction de cette publication à des fins non commerciales est autorisée sans une autorisation écrite préalable du titulaire des droits à condition que la source soit dûment citée.

Labonnement à la version imprimée ou électronique du Bulletin paneuropéen de l'IUCN est gratuit. Pour vous abonner, veuillez aller à [iucn.org/europe](http://iucn.org/europe) ou nous envoyer un courriel à [europe@iucn.org](mailto:europe@iucn.org).

© 2008 International Union for Conservation of Nature and Natural Resources

Cette publication a été rendue possible en partie grâce au soutien financier du Ministère italien de l'environnement, du territoire et de la mer.

Préparez-vous à un été humide. S'il y a un fil conducteur dans les activités de l'IUCN en ce moment, c'est l'eau. Les îles, au cœur de ce numéro, sont en dernière instance tout simplement des écosystèmes précieux séparés par des étendues d'eau. Les 16 pages qui suivent vous en diront plus sur les grands enjeux de la biodiversité insulaire à venir et sur les meilleurs moyens de la préserver.

La conférence « L'Union Européenne et l'outre-mer, stratégies face au changement climatique et à la perte de biodiversité » (7 - 11 juillet 2008) a été l'occasion de choisir ce sujet. Des pôles aux tropiques, plus de 350 îles font partie de l'outre-mer européen. Ces régions sont en première ligne pour ce qui concerne les effets du changement climatique. Elles abritent également une biodiversité d'une richesse exceptionnelle.

La protection de ce capital est un défi que l'Union européenne se doit de relever, ainsi qu'une occasion pour établir des noyaux de bonnes pratiques dans des régions du monde en développement, ce qui peut montrer l'exemple avec une aide possible de la coopération européenne au développement.

Un peu plus tard cet été, une flotte de voiliers fera cap sur Barcelone pour apporter au Congrès mondial de la nature de l'IUCN (5 - 14 octobre) la contribution d'actions de conservation du milieu marin dans le monde entier. Si vous n'êtes pas encore inscrits à ce grand rendez-vous de la conservation mondiale, vous devriez le faire tout de suite sur le site [www.iucn.org/congress](http://www.iucn.org/congress)!

A bientôt à Barcelone,

Tamás Marghescu  
 Directeur régional de l'IUCN pour l'Europe



Les écosystèmes marins sont en danger © IUCN/Jim Thorsell



# En première ligne : les îles européennes d'outre-mer luttent contre le changement climatique

Par **Jeffrey McNeely**, Conseiller scientifique en chef de l'UICN, et **Jérôme Petit**, auteur d'une publication à venir « Les postes avancés de l'Europe : les impacts du changement climatique sur la biodiversité dans l'outre-mer européen ».

Les territoires d'outre-mer de l'Union européenne s'étendent sur deux continents et trois océans, avec une superficie proche de celle de l'Europe continentale, et ils présentent une riche diversité naturelle. Ils servent d'indicateurs des impacts du changement climatique dans trois grands types d'écosystèmes : les îles, les régions polaires et la forêt pluviale amazonienne.

Ces territoires d'outre-mer appartiennent à six Etats membres de l'UE: le Danemark, l'Espagne, la France, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni. L'UE définit pour eux deux statuts juridiques différents : les sept régions ultrapériphériques (Açores, Guadeloupe, Réunion...) font partie intégrante de l'UE, tandis que les 21 pays et territoires d'outre-mer (Falklands, Polynésie Française, Groenland...) ont un statut spécial. Les habitants de ces territoires sont des citoyens de l'Etat membre correspondant, mais la réglementation UE ne s'y applique pas obligatoirement.

La Nouvelle-Calédonie compte 2423 espèces endémiques, tandis que la France métropolitaine n'en a que 353.

L'Europe d'outre-mer comprend plus de 350 îles tropicales, tempérées et polaires, ainsi que des bases en Antarctique et en Amazonie sud-américaine. Leur biodiversité est extraordinaire. Développées de façon isolée par rapport aux continents, les îles sont les viviers les plus productifs de l'évolution : la Nouvelle-Calédonie compte à elle seule 2423 espèces endémiques (c'est-à-dire des espèces qui n'existent nulle part ailleurs),

tandis que la France n'en a que 353.

Les eaux environnantes hébergent une exceptionnelle richesse de flore et de faune marines. La Polynésie Française abrite 20% des atolls de la planète et 12 800 km<sup>2</sup> de récifs coralliens. On trouve 29 espèces de baleines dans les eaux des

Canaries. La plupart des territoires d'outre-mer sont situés dans des hauts lieux de biodiversité, où celle-ci est à la fois très riche et fortement menacée. Ces sites font l'objet d'importants efforts de conservation mais ils attirent aussi le tourisme international : Tahiti, les Bermudes, Curaçao sont souvent des destinations de rêve...





Fou à pieds rouges à Chagos, Territoire britannique de l'Océan Indien © John Turner



Tortue verte (*Chelonia mydas*)  
© Mila Zinkova

### Sous pression

L'isolement de ces îles les rend particulièrement vulnérables aux perturbations extérieures. Selon les estimations, 75% de l'ensemble des extinctions d'espèces des 400 dernières années ont eu lieu dans des îles ; près de 25% de l'ensemble des espèces insulaires actuelles se trouvent sur la Liste rouge des espèces menacées de l'UICN. Une variété de raisons, allant de la pollution et la destruction des habitats au changement climatique, sont à l'origine de ce déclin.

Les espèces exotiques envahissantes restent cependant la cause la plus importante de la perte d'espèces dans les îles ; elles portent aussi fortement atteinte aux populations locales de faune et de flore. Les rats, introduits lors de la découverte des îles du Pacifique par les Polynésiens ou d'autres ailleurs, sont souvent des prédateurs des oiseaux endémiques et de leurs œufs. A Tahiti, le miconia (*Miconia calvescens*), une plante ornementale, a envahi plus de deux tiers de la superficie de l'île en 70 ans. En Polynésie Française, il y a au total 1700 espèces végétales exotiques.

Le tourisme est l'activité économique principale pour la plupart des îles tropicales ; les mangroves et les zones humides ont souvent été remplacées par des équipements touristiques. Le tourisme fait peser une plus forte pression sur les ressources naturelles et la gestion des déchets dans des régions déjà très peuplées. Si les régions polaires sont presque inhabitées, les îles tropicales ont souvent une forte densité de population. Ainsi, avec une densité cinq fois au-dessus de la moyenne de l'UE, les écosystèmes terrestres de Mayotte sont très dégradés et la forêt primaire a quasiment disparu.

### Changements climatiques

Dans les années à venir, les changements climatiques vont aggraver ces pressions et créer de nouveaux problèmes partout dans le monde. Les effets du réchauffement climatique sont déjà perceptibles. Dispersés un peu partout sur la planète, les territoires d'outre-mer de l'UE pourraient servir de laboratoires pour trouver

des solutions efficaces dans un contexte régional, que ce soit les tropiques ou les régions polaires.

Un réchauffement sensible devrait avoir lieu dans tous ces territoires, mais avec d'importantes variations : dans les Caraïbes, l'Océan Indien, le Pacifique Sud et la Macaronésie (les îles atlantiques au large de l'Afrique), l'accroissement de la température devrait être légèrement inférieur à la moyenne mondiale, avec près de 2°C. Les îles montagneuses d'origine volcanique de ces régions comprennent souvent plusieurs zones bioclimatiques, sèches et chaudes au niveau de la mer, plus fraîches et humides en altitude. Ces dernières se déplaceront vers des altitudes plus élevées en raison du changement climatique. Cette migration favorisera la propagation d'espèces envahissantes au détriment d'espèces autochtones plus fragiles. Les forêts humides de montagne de la Réunion sont l'écosystème le plus vulnérable, car il n'y a plus de terrain pour migrer vers des altitudes plus élevées.

Le réchauffement des océans a de nombreux effets sur les espèces aquatiques. En Macaronésie, des migrations de poissons tropicaux du sud ont été récemment observées pour la première fois. Des déplacements importants de poissons pourraient modifier

### Des forêts humides européennes

La Guyane Française est un tronçon de forêt humide équatoriale de la taille du Portugal situé au nord du Brésil. Elle abrite plus de 5000 espèces végétales et 700 espèces d'oiseaux. Région ultrapériphérique, elle fait pleinement partie de l'UE. Quatre-vingt-dix pour cent de son littoral est couvert de mangroves. Encore étendue, la forêt pâtit du morcellement causé par les routes, le braconnage et l'orpaillage illégal. Le changement climatique peut provoquer des sécheresses encore plus graves et prolongées dans la région amazonienne, accroissant le risque d'incendies de forêts. Un grand nombre d'espèces de plantes pourrait s'éteindre si la température et la pluviométrie changent considérablement en Amazonie.





Forêt en Martinique © IUCN / Jean-Philippe Palasi

Baleine à bosse (*Megaptera novaeangliae*)  
© Valérie Collin-Omnes

l'équilibre des chaînes alimentaires marines. Le réchauffement de l'eau a déjà réduit la quantité de phytoplancton, des algues unicellulaires qui se trouvent en bas de la chaîne alimentaire et réalisent près de la moitié de la photosynthèse totale. Il y a ainsi moins de krill, principale source de nourriture pour plusieurs grandes baleines de la région antarctique. Le blanchiment des coraux induit par le changement climatique est devenu l'une des principales menaces pour les récifs coralliens, ainsi que pour les espèces de poissons qui en dépendent pour leur survie. Le blanchiment peut être provoqué par toute perturbation de l'environnement marin, plus particulièrement par un réchauffement sensible de l'eau.

Le réchauffement des régions arctiques sera encore plus élevé qu'ailleurs, pouvant atteindre le double de la moyenne mondiale. Les glaciers entourant le Groenland ont déjà perdu plus d'un million de km<sup>2</sup> en deux ans ; ils peuvent approcher du point de basculement où cette perte deviendra permanente. La fonte des glaces polaires risque de détruire certaines des barrières qui empêchaient les espèces envahissantes de se propager dans des milieux jusque là inaccessibles. En Géorgie du Sud, les rats commencent déjà à porter atteinte aux oiseaux de mer. La fonte des glaciers arctiques détruira aussi les habitats d'espèces emblématiques, telles que l'ours polaire.

Avec cette fonte des glaciers et de la calotte polaire et le réchauffement des eaux océaniques, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) prévoit une élévation mondiale du niveau de la mer d'au moins 35 cm (avec des variations régionales importantes et des marées de tempête plus fortes), ce qui porte atteinte aux plages (sites de ponte des tortues marines), aux forêts de mangrove et aux récifs coralliens fragiles. En moyenne, chaque centimètre d'accroissement du niveau de la mer conduit à l'érosion et à la perte d'un mètre de plage. Depuis dix ans, 70% des plages de neuf îles des Caraïbes ont été érodées.

Le réchauffement modifiera aussi les conditions météorologiques.

Dans la plupart des territoires européens d'outre-mer, les pluies devraient augmenter. Cependant, le contraire pourrait se produire aux Caraïbes et les tempêtes tropicales pourraient s'intensifier en Atlantique nord. Ces tempêtes représentent un important danger pour les infrastructures, mais aussi pour de nombreux habitats, dont les mangroves et les récifs coralliens. Elles empêchent le passage des oiseaux migrateurs, détruisent les refuges et les sites de nourrissage des oiseaux terrestres. Très sensibles au climat et aux conditions météorologiques, les oiseaux du monde entier ont commencé à modifier leurs migrations saisonnières et leurs saisons de ponte. De forts vents du sud-ouest venant d'Afrique risquent de favoriser la propagation d'espèces envahissantes portées par le vent, telles que les sauterelles, vers les Canaries. Une diminution des pluies réduira le rendement agricole et favorisera les incendies de forêts, mettant par exemple en danger les restes des forêts sèches de Nouvelle Calédonie.

### Un appel à l'action

Les îles ont besoin de la biodiversité pour s'adapter aux changements climatiques. Des écosystèmes sains sont plus résilients face aux menaces et protègent les îles et leurs habitants. La nature subit déjà de fortes pressions dans les territoires européens d'outre-mer. La protection au niveau écosystémique est l'une des mesures d'adaptation les plus importantes qui s'imposent. Les écosystèmes changent avec le climat et les mesures traditionnelles de conservation, comme les aires protégées, devront être complétées par une meilleure connectivité des habitats naturels, permettant ainsi la migration naturelle, et une réduction active des causes sous-jacentes de la perte de biodiversité.

Pour devenir des îles d'espoir, les territoires d'outre-mer peuvent et doivent aller au-delà d'une simple protection face aux difficultés à venir. A leur échelle, ils peuvent montrer l'exemple d'un fonctionnement neutre en carbone, démontrer que les énergies renouvelables et un mode de vie satisfaisant sont compatibles, et que des écosystèmes sains sous-tendent une économie prospère. Faisant partie de l'UE, ils peuvent devenir des modèles



Rolph Payet lors de la Conférence mondiale sur les océans 2008 © IISD

# Les petites îles ne peuvent pas s'adapter à l'infini

**Entretien avec Rolph Payet, Conseiller spécial du Président des Seychelles et auteur principal du chapitre sur les petites îles du rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), par Olivia Pasini**



Seychelles © Rolph Payet

*Le GIEC souligne les effets du changement climatique sur les îles : moindre disponibilité d'eau douce, élévation du niveau de la mer, changements météorologiques et propagation d'espèces exotiques envahissantes. Comment les petites îles peuvent-elles faire face à ces évolutions ?*

Les îles doivent intégrer la durabilité, le développement et l'adaptation climatique sur le plan des politiques et des institutions. Il est essentiel de prendre des mesures de renforcement des capacités et de la gestion dans tous les secteurs. L'adaptation au changement climatique est impérative et doit être immédiate pour la plupart des petits états insulaires, qui ont besoin de ressources pour leur permettre d'y faire face. Les mesures d'atténuation permettent pour leur part de réduire la dépendance des petites îles vis-à-vis des combustibles fossiles et d'exploiter des énergies renouvelables : éolienne, solaire, marine... Il s'agit d'un potentiel particulièrement important qui devrait bénéficier du soutien de la communauté internationale.

*Quels sont les problèmes les plus urgents qui se posent aux Seychelles du fait du changement climatique ?*

L'élévation du niveau de la mer et des événements de marées extrêmes ont déjà causé une forte dégradation du littoral et des plages dans plusieurs sites des Seychelles. L'énergie des vagues frappant les côtes est plus intense en raison du blanchiment corallien massif de 1998. Les récifs coralliens apportent une protection importante contre les vagues et les changements du niveau de la mer ; une fois détruits par le changement climatique ou l'action humaine, ils ne protègent plus le littoral. Même si les Seychelles reçoivent plus de 3000 mm de pluie par an, la disponibilité d'eau douce pose problème à cause d'un stockage inadapté. On estime que les îles connaîtront des périodes plus humides avec des intervalles de forte sécheresse ; il faudrait donc idéalement accroître la capacité de stockage tout en conservant l'eau.

*Pourquoi le changement climatique a-t-il des effets si graves pour les îles ?*

Le changement climatique portera fortement atteinte aux îles, à cause de leur situation géographique, mais aussi de leurs populations humaines vulnérables. Les îliens ont une opportunité d'innover et

de chercher des modalités innovantes pour échanger des solutions. Cependant, la coopération et les échanges sont limités entre les territoires européens d'outre-mer et les petits Etats insulaires en développement (PEID). C'est pour cette raison que le Président Michel des Seychelles a lancé une Fondation consacrée à l'accroissement du niveau de la mer, ce qui permet à toutes les îles de coopérer, d'échanger les meilleures pratiques et de créer des connaissances pour une bonne adaptation aux changements climatiques.

*Quel est le but de la conférence « L'Union Européenne et l'outre-mer, stratégies face au changement climatique et à la perte de biodiversité » qui se tiendra à la Réunion en juillet ?*

Il y a eu récemment beaucoup de réunions sur le changement climatique; certaines étaient productives, d'autres purement rhétoriques. Cette conférence est exceptionnelle et opportune, car elle réunit, probablement pour la première fois, des territoires européens d'outre-mer et des PEID. Nous devons saisir cette occasion pour identifier des synergies et des collaborations possibles et pour établir un réseau qui travaillera au-delà de la réunion. Nous pouvons aussi définir des problèmes communs et peut-être aussi des solutions communes, ce qui peut servir à infléchir la politique de l'UE en matière de changement climatique et d'adaptation, notamment à l'égard des petites îles. L'UE a défini des objectifs ambitieux de réduction des émissions et créé un mécanisme pour l'adaptation ; elle doit toutefois prendre en considération les opinions des populations les plus vulnérables aux effets du changement climatique.

*Les îles peuvent-elles faire face au changement climatique ?*

Je suis très optimiste là-dessus. Bien évidemment cette conclusion dépend de la mise en œuvre de mesures d'atténuation et d'adaptation en temps voulu. Les petites îles ne peuvent pas s'adapter à l'infini. Nous avons à l'heure actuelle un créneau d'opportunité qui devient de plus en plus étroit. Les grands émetteurs doivent mettre en place des mesures immédiates de réduction des émissions pour éviter les scénarios du pire : des exodes massifs de personnes fuyant les terres basses et le littoral. Nous devons et pouvons éviter, à tout prix, le déplacement de millions de personnes.





# Une biodiversité insulaire d'importance internationale

Par **Alain Brondeau**, Parc National de la Réunion

La Réunion est une île géologiquement très jeune. Après avoir émergé au sud-ouest de l'Océan Indien il y a environ 3 millions d'années à partir d'un « point chaud » volcanique, elle est toujours en cours d'édification, à l'instar de Big Island à Hawaï. Cette situation de jeune île océanique entraîne deux conséquences majeures :

- **Un isolement important par rapport aux continents.** Combiné à la faible taille de l'île, cet isolement limite l'arrivée spontanée de nouvelles espèces mais favorise leur différenciation en nouvelles espèces dites « endémiques ». Sur environ 900 espèces de plantes vasculaires indigènes, 230 sont endémiques de la Réunion. A haute altitude, le taux d'endémisme peut atteindre 90%.
- **Un relief exacerbé (point culminant à plus de 3 000m, nombreux remparts abrupts et effondrements massifs).** Combiné à l'effet des alizés de sud-est, ce relief est à l'origine d'une centaine de « topo-climats » très contrastés et souvent extrêmes. Ce contraste se retrouve au niveau des milieux naturels : on dénombre plus d'une centaine d'habitats étagés selon l'altitude, le versant et le stade de colonisation des coulées de lave.

Avec les autres îles du sud-ouest de l'Océan Indien, la Réunion fait partie d'un des 34 « hauts lieux » mondiaux de la biodiversité. Les Mascareignes occupent une place importante et unique parmi ces sites du fait de l'originalité de leur formation et de l'importance de l'endémisme.

L'intérêt géologique, climatologique et écologique de la Réunion est à l'origine de la candidature de ses « Pitons, cirques et remparts » au titre des Biens naturels du Patrimoine mondial de l'UNESCO.

## Menaces pour la conservation

Bien que la Réunion ait été colonisée tardivement (l'installation humaine définitive remonte à moins de 350 ans), les défrichements pour l'agriculture et l'urbanisation ont entraîné la transformation des deux tiers de la végétation de l'île. Les milieux littoraux et de basse altitude ont été très touchés et ne subsistent qu'à l'état de reliques. A l'inverse, les milieux de haute altitude ont été beaucoup plus épargnés, protégés par le relief et par une maîtrise foncière publique depuis le 19<sup>e</sup> siècle. Beaucoup sont encore quasiment dans leur état d'origine et le niveau global de préservation des milieux naturels réunionnais reste exceptionnel pour une île tropicale.

La menace principale à laquelle la biodiversité réunionnaise est confrontée aujourd'hui provient des invasions biologiques par les espèces végétales et animales introduites par l'homme, plus nombreuses et souvent plus compétitives que les espèces indigènes. Si la lutte contre les plantes envahissantes est engagée depuis des années, celle contre les animaux envahissants est plus récente et pose des difficultés financières et juridiques. Les autres menaces directes ou indirectes proviennent des incendies, du pâturage extensif non contrôlé, des prélèvements illicites, de la fragmentation de certains habitats, voire du développement rapide des usages de loisirs.

Ces différentes menaces ont conduit à l'extinction rapide de la plupart des espèces animales dès le début de la colonisation. Trois espèces d'oiseaux et plus de 120 espèces de plantes sont encore menacées d'extinction.

## L'environnement au cœur du développement de la Réunion

Créé en mars 2007, le Parc national de la Réunion doit permettre d'assurer la préservation sur le long terme des milieux naturels terrestres de l'île. Sa mise en place répond à une politique de conservation affichée depuis 1995 à travers le schéma d'aménagement régional et portée tant par l'Etat que les collectivités locales. L'action du parc porte notamment sur la connaissance et le suivi des écosystèmes, la gestion des espèces envahissantes et la restauration écologique, la mise en œuvre de plans de conservation d'espèces menacées, la valorisation du patrimoine naturel auprès des Réunionnais et des visiteurs, la régulation des usages et l'appui au développement durable.

Choisir un tel statut de protection sur plus de 100 000ha – 42% de l'île – représente cependant un défi majeur pour une île en plein développement démographique (sa population a plus que triplé au cours des 50 dernières années) et économique, où le foncier apparaît souvent comme un facteur limitant.

Loin d'opposer conservation et développement, la Réunion fait le pari, à travers le projet « GERRI » (Green Energy Revolution – Réunion Island), que l'environnement peut être le nouveau moteur de son développement. L'île doit ainsi devenir un espace d'expérimentation et d'exemplarité en matière de technologies énergétiques et de transports propres, en visant l'autonomie énergétique à l'horizon 2030. L'environnement et l'engagement dans le développement durable sont ainsi amenés à devenir un facteur d'attractivité touristique et de ciment social de l'île.



Par Jean-Philippe Palasi, Coordinateur de programme de l'UICN pour les territoires d'outre-mer de l'UE

### La biodiversité d'outre-mer au cœur des enjeux planétaires

Les politiques environnementales de l'Union européenne ne sont pas mises au point dans un vide; bien au contraire, elles sont étroitement liées aux politiques internationales et servent souvent d'exemple pour d'autres pays. Quelle meilleure façon pour l'Union européenne de renforcer ce lien que de coopérer avec son outre-mer ?

Ces 28 entités forment un réseau unique couvrant l'ensemble de la planète, du Groenland à la Polynésie, de la Guyane à la Géorgie du Sud, des Açores à l'archipel des Kerguelen. En droit européen, l'outre-mer se répartit entre sept Régions Ultrapériphériques (RUP), qui font partie intégrante de l'Union, et 21 Pays et Territoires d'Outre-Mer (PTOM) qui lui sont associés.

La première conférence environnementale de l'outre-mer européen se tiendra du 7 au 11 juillet 2008 à l'île de la Réunion : « L'Union Européenne et l'outre-mer, stratégies face au changement climatique et à la perte de biodiversité ». L'objectif est d'amener l'Union Européenne, les États membres et les différents territoires à développer une vision commune face au changement climatique et à la perte de la biodiversité.

L'outre-mer européen possède en effet une incroyable variété d'espèces et d'écosystèmes, largement supérieure à celle de l'Europe continentale. Les RUP et de PTOM abritent des joyaux naturels qui font partie du patrimoine de l'humanité et jouent un grand rôle localement sur le plan culturel, économique et social. Cette richesse est menacée par la pollution, la destruction des habitats et la diffusion rapide des espèces envahissantes. A ces menaces "traditionnelles" vient désormais s'ajouter le changement climatique, auquel l'outre-mer est très exposé.

Jusqu'à présent en matière d'environnement l'UE s'est concentrée sur le continent européen. Il faut maintenant qu'elle propose pour l'outre-mer une stratégie à la hauteur des enjeux, avec des moyens financiers, des outils concrets dans chaque territoire, et un renforcement de la coopération régionale. C'est pour l'Union Européenne un devoir, mais aussi une chance historique de donner une échelle mondiale à ses politiques environnementales.

Exemple de thème prioritaire : le renforcement de la lutte contre les espèces envahissantes. Ce problème est souvent très grave et coûteux dans les territoires d'outre-mer, et va être aggravé par le changement climatique. Dans ce domaine, les RUP et PTOM ont un besoin urgent de moyens financiers et d'un cadre d'action cohérent, et la stratégie européenne en la matière, qui sera publiée en 2008, doit en tenir compte.

### L'UICN se mobilise en faveur d'une stratégie européenne

L'UICN est très mobilisée pour la reconnaissance européenne de ces enjeux. Elle prépare une synthèse scientifique des impacts du changement climatique sur la biodiversité de l'outre-mer européen. En outre, elle coordonne l'organisation de la conférence de La Réunion, en partenariat avec le gouvernement français, l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC) et le Conseil Régional de la Réunion, dans le cadre de la Présidence française de l'Union Européenne, avec l'objectif de proposer un programme d'action européen.

[www.reunion2008.eu](http://www.reunion2008.eu), [www.iucn.org/euoverseas](http://www.iucn.org/euoverseas)







Forêts sèches de Nouvelle Calédonie © Hubert Géraux

# Changer d'échelle pour assurer l'avenir des forêts sèches de Nouvelle Calédonie

Par **Hubert Géraux**, Coordinateur de l'écorégion Nouvelle Calédonie, WWF-France

A l'origine, l'île principale de Nouvelle Calédonie faisait partie du Gondwana, l'ancien supercontinent, et elle est restée isolée des autres masses terrestres pendant 70 millions d'années. Cet isolement a permis l'éclosion d'une biodiversité de faune et de flore extraordinaire, la Nouvelle Calédonie se distinguant particulièrement par le nombre et l'ancienneté des espèces de flore qu'elle héberge. Les forêts sèches abritent un ensemble unique d'espèces, dont plus de 450 plantes autochtones, avec 260 endémiques de Nouvelle Calédonie et près de 50 qui se trouvent uniquement dans les forêts sèches.

Les forêts tropicales sèches, comme celles de Nouvelle Calédonie, sont les plus menacées parmi les forêts tropicales du monde. Des incendies intentionnels, le piétinement du bétail, l'utilisation des terres pour l'agriculture, les habitations et l'introduction d'espèces exotiques comme les petites fourmis de feu représentent des menaces importantes ; avec moins de 2% de la couverture d'origine restant à l'heure actuelle, cet élément de la diversité des îles court un grand danger.

## Programme de conservation des forêts sèches

Etant donné la richesse de ses espèces, le niveau d'endémisme et la gravité des menaces, la forêt sèche de Nouvelle Calédonie a été déclarée par le WWF l'une des 238 écorégions prioritaires de la planète (programme Global 200). Etabli en 2001, le Programme de conservation des forêts sèches (PCFS) rassemble dix partenaires autour d'une stratégie d'urgence efficace et adaptative, fondée sur trois grands objectifs : protection, restauration, valorisation. Les principaux succès en date comprennent : la sauvegarde de plantes répertoriées par la Liste rouge des espèces menacées de l'UICN comme *Pittosporum tianium* ; des activités de remise en état active et passive dans un nombre croissant de parcelles prioritaires (le programme restaure activement à l'heure actuelle 45 hectares complémentaires avec une production annuelle de 20 000 arbres, tout en restaurant passivement 1000 hectares de plus) ; mise en place de clôtures pour protéger les sites contre les

cerfs et les troupeaux (par exemple, autour de 145 hectares de la forêt sèche septentrionale de Nékoro) ; mesures de lutte contre les incendies (coupe-feux, approvisionnement en eau...) et lutte contre les nuisibles (petites fourmis de feu, mauvaises herbes) ainsi que la promotion de campagnes très efficaces de sensibilisation ciblant la population locale.

Au-delà des limites de la forêt, le PCFS passe maintenant de l'échelle du site à celle plus large du paysage, afin d'intégrer des objectifs de conservation à court terme dans une stratégie à plus long terme fondée sur la **connectivité écologique** et l'**externalisation des actions de conservation**.

## Assurer la viabilité écologique

La connectivité écologique entre les différents écosystèmes forestiers (mangroves, forêt sèche, mésophyte et humide) assure la viabilité écologique des parcelles moins denses de forêt sèche et aide à restaurer leur capacité biologique. Elle est essentielle pour les étendues restantes inférieures à 10 hectares. Elle renforce aussi leur résilience au changement climatique en permettant aux espèces des forêts sèches de migrer vers des altitudes supérieures où elles auront une quantité de pluie suffisante.

L'externalisation des efforts de conservation implique de toucher tous les usagers de l'ensemble du paysage : ONG, propriétaires fonciers, gestionnaires des espaces... Il s'agit d'un moyen efficace et essentiel pour valoriser un potentiel nouveau et améliorer la situation des forêts sèches sur le long terme.

Les défis sont importants, mais l'avenir des forêts sèches de Nouvelle Calédonie au 21<sup>e</sup> siècle dépendra sans aucun doute du niveau d'interaction écologique entre toutes les composantes de la forêt de la côte ouest, naturelles ou créées par l'homme.

Pour en savoir plus : [www.foretseche.nc](http://www.foretseche.nc)

# L'écostation de Moorea : un écosystème modèle pour les sciences de la conservation

Par *Neil Davies*, Directeur exécutif de la station de recherche du Pacifique Sud Richard B. Gump, de l'Université de California Berkeley, à Moorea

Il n'est plus possible de faire de la recherche écologique avancée n'importe où avec juste un bloc-notes, une paire de jumelles et un filet à papillons. L'écologie devient de plus en plus multidisciplinaire. Les laboratoires scientifiques du 21<sup>e</sup> siècle, confrontés à des changements planétaires, associent écologistes, ingénieurs, informaticiens, archéologues, spécialistes en biologie moléculaire et bien d'autres. Les écosystèmes modèles concentrent cette recherche autour d'un nombre limité de sites de terrain.

L'île de Moorea, enchâssée dans le laboratoire naturel de la Polynésie Française, est l'un de ces sites. L'« Ecostation de Moorea » réunit le Centre de Recherches Insulaires et Observatoire de l'Environnement (CRIOBE; EPHE-CNRS) et la Station de recherche du Pacifique Sud Richard B. Gump (UC Berkeley), en collaboration avec la Polynésie Française. Elle a pour but principal d'accélérer les découvertes écologiques avec l'approche de l'écosystème modèle, et de favoriser ainsi une innovation plus rapide en matière de conservation et de développement durable.

La base de la recherche est une description détaillée de la biodiversité de l'écosystème, ce qui est déjà un exploit en soi-même, notamment dans les tropiques ; en outre, les écosystèmes modèles doivent aller bien au-delà d'une simple liste d'espèces. Il faudra décrire tous les niveaux de biodiversité du gène à l'habitat, en créant une « séquence d'ensemble du génome » de l'écosystème. Financé par la Fondation Gordon et Betty Moore, un consortium international est en train d'effectuer le « barre-codage » génétique de chaque espèce non-microbienne, dans le cadre du « projet biocode de Moorea ». Du récif corallien au sommet des montagnes, ce projet va réaliser un « inventaire biotique tous taxons » vérifiable de l'ensemble de l'écosystème, avec les services informatiques nécessaires et une recherche par biocode sur d'autres écosystèmes modèles.

## Un recensement de l'ensemble de l'écosystème

Les travaux ont débuté en 2006 avec un projet pilote. Une équipe dirigée par Serge Planes (CRIOBE) a déjà identifié et séquencé la plupart des poissons de Moorea (457 espèces à ce jour), tandis que Gustav Paulay (Université de Floride) et ses collaborateurs ont commencé à recenser l'impressionnante faune marine invertébrée (plus de 1000 espèces échantillonnées jusqu'à présent). Planes et Chris Meyer (Smithsonian Institution) vont maintenant se servir de

cette base de données génétique à code-barres sans précédent pour réaliser une étude de suivi temporel des larves marines dans le plancton autour de Moorea. D'abord, ils comparent la diversité des échantillons de larves avec la diversité de la population adulte. Ensuite, ils examineront les caractéristiques spatio-temporelles de la diversité larvaire afin de déterminer des modèles pour les communautés des récifs et d'informer les gestionnaires pour améliorer les stocks halieutiques. Troisièmement, pour 10 espèces importantes, ils compareront les populations d'adultes benthiques à celles des jeunes potentiels. Cette comparaison permettra d'identifier des filtres sélectifs potentiels jouant pendant la phase de colonisation, ainsi que de tester les hypothèses de connectivité locale et régionale.

Ces connaissances peuvent être à l'origine de solutions pratiques de gestion. Des décennies d'études, par exemple, ont montré que de nombreuses populations de poissons de Moorea sont limitées en raison de la mortalité larvaire. Les équipes du CRIOBE ont utilisé ces connaissances pour créer des techniques innovantes de collecte de larves qui seraient autrement mortes, ce qui permet de les sauver et de les exporter à des aquariums et met en place également une activité économique potentiellement durable, remplaçant les anciennes techniques de collecte destructrices.

## Mieux connaître le réseau alimentaire

Un système biocodé permettra aux scientifiques de dépasser les partis pris favorables à certaines étapes de la vie (adultes par exemple) et à certains taxons (mégafaune emblématique) dans la recherche écologique. Il les aidera à se fonder sur l'ensemble du système lorsqu'ils créent des hypothèses sur la structure et la fonction des écosystèmes.

Ces projets de biocode d'écosystèmes modèles, à Moorea et ailleurs, visent à fournir des outils essentiels pour comprendre les processus écologiques dans le contexte du changement local et mondial. Les territoires européens d'outre-mer (souvent des îles, répartis dans tous les océans des zones polaires aux tropiques) sont des plates-formes puissantes de recherche écologique et représentent potentiellement un réseau mondial d'écosystèmes modèles.

Pour en savoir plus : [moorea.berkeley.edu](http://moorea.berkeley.edu)





# La gestion des espèces exotiques envahissantes (EEE) dans les îles

Par Sugoto Roy, Coordinateur du Projet du vison des Hébrides

Même si les îles n'occupent qu'une fraction de la superficie de la planète, leur conservation représente le moyen le plus efficace de préserver une composante importante de la biodiversité mondiale. Nombre d'entre elles abritent des espèces uniques ou sont des sites de migration et de reproduction de nombreux oiseaux. D'autres sont, à cause de leur éloignement, des refuges d'espèces autrefois répandues dans les différents continents. Les biotes des îles représentent près de 45% de toutes les espèces d'oiseaux, de plantes et de reptiles. L'Europe a 6000 îles, étagées de l'Arctique aux régions subtropicales. Si nous y ajoutons ses territoires d'outre-mer avec leur fort degré d'endémisme, la conservation des îles européennes revêt un caractère encore plus crucial.

Les espèces introduites qui deviennent envahissantes représentent l'une des menaces les plus importantes pour les îles. Ayant souvent évolué sur des territoires où il y avait de nombreux prédateurs et compétiteurs, elles causent, par la prédation, la compétition ou la propagation de maladies, des déclin massifs de population chez les espèces indigènes, qui en règle générale n'ont pas connu autant d'ennemis naturels. En outre, comme nombre d'espèces insulaires jouent des rôles multiples, par exemple pour la pollinisation ou la propagation des graines, leur disparition peut entraîner l'effondrement d'écosystèmes entiers.

## Précaution !

Dans un monde idéal, le principe de précaution est la meilleure méthode de gestion des espèces envahissantes, empêchant leur entrée dans les îles ou, si cela n'est pas possible, enrayant rapidement leur progression avant leur prolifération et leur implantation. Cependant, pour beaucoup d'îles la seule solution de conservation, bien que coûteuse, consiste à éliminer les espèces envahissantes déjà établies. Beaucoup de problèmes se posent : il est souvent difficile de répandre des agents de lutte comme des pièges ou du poison, étant donné l'étendue et la topologie des îles ; en outre, leur éloignement rend difficile l'acquisition d'équipements ou le recrutement de personnel local avec des budgets limités. Enfin, nombre d'îles, notamment celles où vivent des communautés marginales, sont des microcosmes politiques, ayant parfois leurs propres gouvernements régionaux et leurs propriétaires fonciers.

Afin de surmonter ces difficultés, les projets d'élimination d'espèces envahissantes doivent être planifiés longtemps à l'avance, avec des techniques adaptées à la situation locale. Ils doivent employer de bons équipements et avoir du personnel formé. La population locale et les propriétaires fonciers doivent être tenus au courant des objectifs du projet, ainsi que de ses résultats.

## Adaptez vos stratégies

Pour faire le meilleur usage du temps et de l'argent, les décisions doivent être éclairées et solides. Elles devraient être fondées sur toutes les informations trouvées dans les publications lors de la planification et utiliser ensuite les données tirées des activités du projet au fur et à mesure de son avancement, en adaptant de façon continue les techniques, les décisions et les stratégies aux nouveaux éléments à mesure qu'ils apparaissent. En effet, ces informations de terrain sont souvent les seules disponibles, notamment lorsqu'il s'agit d'une espèce introduite dans un nouvel environnement.

A l'heure actuelle, des projets novateurs dans ce domaine sont mis en œuvre sur des îles de plus en plus grandes. Les territoires où les chèvres, lapins, rats, chats et visons ont été éliminés sont de plus en plus étendus. Cependant, les éradications sont limitées jusqu'à présent à un petit nombre d'espèces répandues.

Paradoxalement, les îles ne sont plus aussi lointaines qu'autrefois. Le transport commercial et le tourisme ont accru le nombre d'espèces exotiques envahissantes qui se propagent dans les écosystèmes des îles et des archipels. Avec la croissance des populations permanentes et transitoires et des échanges connexes, la menace s'accroîtra aussi ; elle doit être gérée de façon durable et sur le plan régional. Des archipels entiers doivent être gérés ensemble à un niveau plus stratégique afin de prévenir d'autres déplacements d'espèces. Les éradications futures devront cibler des territoires plus étendus et des espèces nouvelles, ce qui ne manquera pas de poser de nouveaux problèmes de gestion



Il y a beaucoup de liens entre les îles, elles ne sont tout simplement pas assez isolées du point de vue de la conservation. © Sugoto Roy



Le projet de contrôle du vison des Hébrides, avec des jeux, des compétitions et des informations locales sur le projet. © Sugoto Roy



Aux Hébrides, pose d'un émetteur-radio sur un vison afin de mieux connaître le comportement de la population rémanente parallèlement au projet de contrôle. © Sugoto Roy

Congrès mondial de la nature de l'UICN  
5 - 14 octobre 2008



UICN  
Congrès  
mondial de  
la nature  
Barcelone 2008



Grands et petits bateaux feront cap ensemble vers Barcelone  
© Fbz\_ via flickr

# Cap sur Barcelone pour la protection des mers, du littoral et des îles

Par Sarah Gindre, UICN

Si la protection de l'environnement marin a longtemps été en retard par rapport aux milieux terrestres, elle n'est plus une nouvelle venue au plan mondial. Des objectifs internationaux de conservation du milieu marin ont été adoptés par des Etats ; les initiatives locales pour la protection de la biodiversité marine, côtière et insulaire sont légion dans le monde. Cependant, le tout est évidemment plus grand que la somme des parties. Lors du Congrès mondial de la nature de l'UICN (CMN) (5-14 octobre 2008, Barcelone, Espagne), l'initiative de l'UICN *Cap sur Barcelone* permettra de faire connaître des actions novatrices de conservation des mers issues de différentes régions du monde, tout en contribuant à créer des partenariats nouveaux et novateurs pour des actions futures et à mieux sensibiliser un large public.

Le besoin de protection de nos environnements côtiers, marins et insulaires s'accroît de façon exponentielle en raison des effets du changement climatique, de la surexploitation des stocks halieutiques et de l'urbanisation croissante du littoral. De nombreux Etats du monde entier ont adopté des objectifs de protection de la biodiversité marine : les objectifs 2010 d'arrêt de la perte de la biodiversité et de gestion écosystémique du milieu marin ; l'objectif 2012 d'établissement de réseaux représentatifs d'aires protégées marines (APM) et l'objectif 2015 de reconstitution de stocks de poissons épuisés pour les ramener à un niveau de rendement maximum durable. Sur le plan européen, des efforts concertés sont en cours pour mettre au point une stratégie européenne intégrée pour le milieu marin. En outre, des ONG contribuent à la protection de la biodiversité côtière, marine et insulaire par des initiatives internationales, nationales et locales participatives.

Ces initiatives doivent toutefois être mieux intégrées afin d'avoir des effets positifs durables sur la conservation de nos mers, îles

et côtes. L'UICN, le réseau de conservation le plus ancien et le plus étendu du monde, sait bien qu'il est important de forger des liens entre les efforts locaux et mondiaux, tout en établissant de nouveaux partenariats entre ses membres et partenaires. En octobre 2008, la mer aura une place importante au sein du CMN : la gouvernance de la haute mer, les APM, le changement climatique et la biodiversité des îles, ainsi que les pêcheries, seront au premier plan des débats.

En appui à ces efforts, l'initiative de l'UICN *Cap sur Barcelone* offrira aux membres et aux partenaires de l'UICN une plate-forme neutre en faveur de la protection de la biodiversité côtière, marine et insulaire, tout en sensibilisant un large public. *Cap sur Barcelone* est axé sur l'action, permettant aux participants de faire connaître leur contribution à la protection de la biodiversité marine et côtière. Des voiliers, des navires de recherche et des bateaux respectueux de l'environnement seront les outils forts qui communiqueront visuellement cette action. *Cap sur Barcelone* est réalisé en partenariat avec le Compte à rebours 2010 pour les écosystèmes marins et la Fondation Antinea, une fondation internationale consacrée à la connaissance et à la protection du milieu marin, ainsi qu'à l'établissement de partenariats à cette fin.

L'UICN invite les Etats, les organisations, les entreprises et les marins passionnés par nos océans, nos mers et nos côtes à prendre part à cette initiative exceptionnelle. Elle compte sur votre soutien pour que cette démarche soit axée sur l'action et sur l'avenir. Embarquez avec nous, aidez-nous à hisser les voiles de la passion et de l'engagement et faisons cap ensemble vers un avenir plus « bleu » !

Pour en savoir plus : [www.iucn.org/congress/sailing](http://www.iucn.org/congress/sailing)



# Rendons la nature sexy!

Entretien avec **Ignace Schops**, directeur de l'organisation **Regionaal Landschap Kempen en Maasland**, membre de l'**UICN** et lauréate du **Prix environnemental européen Goldman 2008**, par **Wiebke Herding**

*Quel est votre conseil pour réussir dans des projets de conservation de la nature, Ignace ?*

Ne vous prenez pas trop au sérieux. Il faut que ce soit drôle aussi. L'idée du Parc national Hoge Kempen est née dans un bar : nous avons vu qu'il y avait de moins en moins d'espaces ouverts en Flandre et nous avons décidé de faire quelque chose pour la biodiversité. Etant tous des écologistes, nous voulions rendre la nature attirante, voire même sexy...

*En quoi Hoge Kempen est-il spécial ?*

Le Parc national se trouve dans la province de Limbourg, à l'est de la Belgique, dans la région la plus « verte » du pays. Quand nous avons lancé le projet, il y avait près de 15 parcs nationaux aux Pays-Bas et aucun en Belgique. Hoge Kempen était un emplacement excellent pour le premier. Quand nous avons exprimé l'idée, tout le monde a trouvé qu'elle était très bonne, mais personne n'avait d'argent. Heureusement cela a évolué depuis.

Il faut penser hors des sentiers battus : nous regardons au-delà de la réserve naturelle, vers la collectivité environnante, et nous relient les deux. Nous avons réussi à convaincre nos politiciens du fait que la conservation de la nature est un atout pour le développement économique de la région, ce qui n'est pas toujours facile. A un moment donné on allait créer une passerelle écologique traversant l'autoroute. Le maire voulait faire un coup publicitaire déguisé en lapin, pour montrer comment nous construisons des ponts pour les lapins et pas pour les gens. Finalement, nous l'avons persuadé de ne pas le faire, et maintenant il est l'un de nos partisans les plus déterminés.

*Combien d'argent faut-il pour créer un parc de ce genre ?*

Lorsque nous avons commencé, Hoge Kempen était une réserve naturelle, propriété du gouvernement flamand, sans trop de liens avec son environnement. Elle était un excellent point de départ pour notre action. Bien entendu, il faut un peu d'argent pour créer la structure, mais les liens avec les collectivités et les entreprises locales étaient plus importants pour nous. Il faut des ressources pour établir ces relations.

Avec les collectivités, nous avons décidé de créer cinq entrées locales d'accès au parc, avec des informations. Chacune est différente, on peut y passer une demi-journée facilement. Des parkings ont été mis en place autour du parc. Nous avons investi plus de 18 millions d'euros pour construire et améliorer ces cinq entrées.

*Que recherchent les touristes quand ils visitent un parc national ?*

Nous pensons que tout le monde voulait en savoir plus sur la nature, mais en fait un tiers seulement voulait des explications spécifiques sur la biodiversité. Le reste souhaitait simplement y passer un moment agréable. Nous sommes en train de revoir notre système de gardes pour en tenir compte. Nous voulons créer un endroit où les gens peuvent bénéficier de la beauté de la nature et y prendre plaisir.

*Est-ce que le Parc national a changé la vie des collectivités locales environnantes ?*

J'espère que nous passons du « Pas chez nous ! » à « S'il vous plaît, chez nous ! ». Le Prix Goldman a suscité beaucoup d'attention. Les gens commencent à percevoir la beauté du Limbourg. Le gouverneur a dit récemment que le Limbourg « est maintenant sur la carte du monde grâce à la protection de la nature ». Il a également confirmé que la nature n'a coûté aucun emploi ; elle a bien au contraire créé des emplois dans la province. Il a exprimé ensuite son souhait que le Limbourg soit la première province neutre en carbone d'ici 2020.

*Le Parc national de Hoge Kempen est encore relativement nouveau. Quels défis envisagez-vous pour l'avenir ?*

Montrer comment la biodiversité s'améliore grâce au parc. Nous avons fait un recensement des espèces il y a deux ans ; nous en référons tous les dix ans. Les résultats de 2016 devraient montrer qu'il est possible de créer un espace où les gens ont plaisir à être dans la nature et où la biodiversité prospère en même temps. Finalement, le modèle de Hoge Kempen est très simple. Il faut beaucoup de travail mais je crois qu'il peut être aussi utilisé ailleurs qu'en Belgique.

*Qu'est-ce que le Prix vous a apporté ?*

C'est encore très récent, mais j'espère qu'il va mieux sensibiliser le public à notre action. La presse et les politiciens ont commencé à m'écouter quand je parle de biodiversité. De plus en plus de gens vont comprendre que le changement climatique et la biodiversité sont les deux faces d'une même médaille. L'Année internationale de la biodiversité est un pas en avant dans ce sens. J'espère que l'Europe va prendre la biodiversité aussi au sérieux que le changement climatique.





Les huiles de soja et de colza sont souvent employées pour la production de biocombustibles.  
© Christian Guthier



GEM-CON-BIO a analysé la gouvernance de la réserve de la biosphère Schorfheide-Chorin, Allemagne © Thomas Mues

### Des systèmes qui sauvent la biodiversité

La réglementation ne peut à elle seule garantir la préservation de la biodiversité, constate le projet de recherche GEM-CON-BIO, financé par l'UE. Le meilleur modèle de gouvernance pour la conservation de la biodiversité associe des incitations financières, des outils réglementaires et l'engagement volontaire, selon les trente analyses de cas que comprend le projet.

Ces systèmes pourraient par exemple encourager les Européens à utiliser durablement la biodiversité (par l'intermédiaire de la chasse, la pêche, la cueillette de plantes...). Des dizaines de millions d'Européens prennent déjà part à ces activités, dépensant chaque année plus de 40 milliards d'euros et contribuant en même temps à la conservation de la nature. En règle générale, ce type d'utilisation des ressources naturelles n'est pas préjudiciable à la biodiversité, comme le montre une étude paneuropéenne.

GEM-CON-BIO (Governance and Ecosystems Management for the Conservation of Biodiversity, Gouvernance et gestion des écosystèmes pour la conservation de la biodiversité) compare des structures de gouvernance dans des contextes de biodiversité très divers :

- l'Europe (réserves de la biosphère en Allemagne et dans le delta du Danube, forêts et zones humides publiques et privées dans toute l'Europe, pêche en Mer du Nord...);
- les Etats-Unis (Programme de l'habitat due Maine, où les villes sont tenues de mettre au point des plans crédibles de gestion des habitats avant de recevoir des fonds publics pour d'autres besoins...);

- d'autres régions du monde (Mongolie ou Ethiopie, où les institutions traditionnelles et la gestion communautaire semblent regagner de la crédibilité en tant que pratiques efficaces de conservation et de gestion de la biodiversité).

Pour télécharger le rapport du projet : [www.gemconbio.eu](http://www.gemconbio.eu)

### L'UICN exprime sa préoccupation à propos des biocombustibles

Dans une lettre adressée au Commissaire européen Andris Piebalgs, l'UICN a exprimé sa préoccupation vis-à-vis de la publication d'objectifs obligatoires pour les biocombustibles avant une mise au point approfondie des bases scientifiques nécessaires. De nouveaux éléments publiés par le journal Science mettent en lumière les effets potentiellement dangereux pour l'environnement de la promotion de l'utilisation de biocombustibles.

« Une telle politique risque de promouvoir le développement rapide et non durable d'une industrie mondiale des biocombustibles, compromettant ainsi l'atténuation effective du changement climatique, tout en accroissant les risques de perte importante de biodiversité et mettant en danger les moyens de subsistance des communautés locales », écrit Tamás Marghescu, Directeur régional pour l'Europe. Ces effets seraient incompatibles avec les engagements internationaux de la Commission, dont le Protocole de Kyoto, la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique et les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Pour en savoir plus : [www.iucn.org/europe](http://www.iucn.org/europe)

### Nouveaux membres

Vingt-neuf nouveaux membres ont été admis par le Conseil de l'UICN lors de sa 69<sup>e</sup> session le 12 mars dernier. Dix d'entre eux appartiennent à la région paneuropéenne, ce qui porte à 369 le nombre total de membres de notre région.

Un organisme gouvernemental (le Ministère régional de l'environnement du Gouvernement des Iles Baléares, Espagne), une ONG internationale (LEAD International, basée au Royaume-Uni) et huit ONG nationales sont devenues membres paneuropéens de l'Union. Les ONG d'Europe occidentale qui ont rejoint l'UICN sont le Conservatoire botanique national de Brest (France), l'Association italienne de directeurs et employés civils des aires protégées, la Société géologique espagnole, Borneo Tropical Rainforest Foundation (Suisse) et Wildscreen (Royaume-Uni). Les ONG d'Europe orientale et Asie

centrale et septentrionale sont la Société ornithologique d'Azerbaïdjan, Green Way Foundation (Kazakhstan) et le Réseau vert de Vojvodine (Serbie).

### Nouveaux collaborateurs

Mme Jennifer Palumbo est responsable de la communication pour le Compte à rebours 2010 depuis mars 2008. Après des études de chimie à l'Université de Bologne, elle a obtenu une maîtrise en communication scientifique, domaine dans lequel elle travaille depuis. Depuis quelques années, son travail a été axé sur l'engagement public et les enjeux de la science contemporaine. Adresse courriel : [jennifer.palumbo@countdown2010.net](mailto:jennifer.palumbo@countdown2010.net), T +32 2 739 0318





Ramaz Gokhelashvili lors de la cérémonie de remise de prix  
© University of Idaho



Cigognes blanches à Tabatskuri, Géorgie © IUCN

### Un prix récompense l'action d'un Directeur de l'UICN

Le 19 avril, Ramaz Gokhelashvili, Directeur du Bureau de Programme de l'UICN pour le Caucase Sud, a reçu le Prix 2008 du Collège des ressources naturelles de l'Université de l'Idaho, qui récompense les réussites des anciens élèves, pour l'ensemble de sa carrière depuis l'obtention de son diplôme en 2000.

Spécialiste de la conservation de la biodiversité et expert en écologie des espèces sauvages, Ramaz est aussi un gestionnaire des ressources naturelles et de l'environnement, avec 18 ans d'expérience dans ces domaines. Il a lancé et géré de nombreux projets, évaluations et études de conservation de la nature en Géorgie et dans d'autres pays du Caucase. Il a également contribué à l'élaboration de politiques de biodiversité, à la coopération environnementale régionale et internationale, et au développement du secteur des ONG et de leur réseau. Il est l'auteur de six ouvrages, plus de 30 études scientifiques revues par des pairs et plus de 70 articles sur la gestion des ressources naturelles.

### Protéger les oiseaux d'eau migrateurs

Le Bureau de Programme de l'UICN pour le Caucase Sud a rejoint un partenariat d'organisations et de gouvernements – dirigé par Wetlands International et BirdLife International – destiné à élaborer et à mettre en œuvre un programme de formation et de sensibilisation pour la conservation des oiseaux d'eau migrateurs le long de la voie de migration Afrique-Eurasie.

Le projet comprend les 119 Etats de l'aire de répartition de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs Afrique-Eurasie (AEWA), s'étendant sur l'Afrique, l'Europe, l'Asie du sud-ouest, le Groenland et l'archipel canadien. Il a pour but de renforcer la conservation des oiseaux d'eau migrateurs tout le long de la voie de migration, contribuant à coordonner et à cibler les efforts nationaux et à échanger des bonnes pratiques. La composante formation et sensibilisation améliorera à différents niveaux, parmi les professionnels et les décideurs de la région AEWA, les capacités professionnelles et les connaissances en matière de conservation à l'échelle d'une voie de migration.

Tobias Garstecki, Coordinateur du Programme de l'UICN pour le Caucase Sud, a souligné l'importance de la coordination internationale pour la conservation des oiseaux migrateurs : « Les oiseaux migrateurs ne connaissent pas de frontières. Les meilleurs efforts de protection d'une espèce migratrice dans un pays seront inutiles si la même espèce subit beaucoup de pertes quand elle migre à travers un autre pays. En contribuant au programme de formation et de sensibilisation, nous allons permettre aux gestionnaires et aux décideurs de l'ensemble de la voie de migration de prendre en compte ces liens dans leur travail quotidien ».

Pour en savoir plus : [www.iucn.org/caucasus](http://www.iucn.org/caucasus)

Mme Ekaterine Kakabadze travaille comme consultante dans le domaine des aires protégées et de leurs réseaux au Bureau de programme de l'UICN pour le Caucase Sud. Elle est titulaire d'une maîtrise en sciences de l'environnement de l'Université de Wageningen (Pays-Bas), et d'un diplôme de l'Université d'Etat I. Javakishvili de Tbilissi, Géorgie. Dans le cadre de ses études, étant stagiaire à l'Université d'Utrecht (Pays-Bas), elle a travaillé au projet sur l'eupéanisation de la protection de la nature. Avant de rejoindre l'UICN, elle était chargée de la communication extérieure pour le Programme de renforcement EIA/SEA au CENN – Réseau d'ONG environnementales du Caucase, Géorgie.

Mme Andrea Strauss est la nouvelle assistante de coordination du Projet Ceinture verte européenne au Bureau UICN pour le Sud-est européen. Titulaire d'une maîtrise en écologie du paysage et conservation de la nature, Andrea a travaillé dans le Caucase, l'Asie centrale et l'Europe centrale dans les domaines de la conservation internationale de la nature et de la gestion des aires protégées. Basée au bureau de Sarrod (Hongrie), elle s'occupera notamment des projets, réunions et publications de la Ceinture verte, ainsi que de la coopération avec les partenaires. Après une première brève collaboration avec la Ceinture verte en 2005, Andrea a participé pendant deux ans à des activités de gestion d'aires protégées et coopération pour le développement en Mongolie. Contacts : [andrea.strauss@iucn.org](mailto:andrea.strauss@iucn.org), T +36 995 37 632

## Evénements à venir

### Juillet

**7 - 11 Ile de la Réunion, France**  
L'Union européenne et son outre-mer : stratégies face au changement climatique et à la perte de biodiversité  
[www.reunion2008.eu](http://www.reunion2008.eu)

### Octobre

**5 - 14 Barcelone, Espagne**  
Congrès mondial de la nature de l'IUCN  
« Un monde divers et durable »  
[www.iucn.org/congress](http://www.iucn.org/congress)



IUCN  
Congrès  
mondial de  
la nature  
Barcelone 2008

### La vision de l'IUCN

Un monde juste qui valorise et conserve la nature.

### La mission de l'IUCN

Influer sur les sociétés du monde entier, les encourager et les aider pour qu'elles conservent l'intégrité et la diversité de la nature et veillent à ce que toute utilisation des ressources naturelles soit équitable et écologiquement durable.

### La mission de l'IUCN dans la région paneuropéenne

Encourager et renforcer un réseau européen d'excellence en matière de recherche environnementale, politiques et meilleures pratiques, dans le but de :

1. Contribuer à la réalisation de la mission globale de l'IUCN
2. Favoriser l'intégration de la conservation de la biodiversité dans le développement économique
3. Soutenir des initiatives novatrices pour une utilisation multifonctionnelle et durable des ressources naturelles.

### L'IUCN dans la région paneuropéenne

Le Bureau régional pour l'Europe est la représentation permanente de l'IUCN à Bruxelles. A travers des Bureaux de programme à Belgrade, Moscou, Tbilissi et Tilburg, et en coopération avec les membres européens et d'autres composantes de l'IUCN, cette dernière met en œuvre son Programme européen. Le territoire couvert par le Programme comprend 53 pays et s'étend du Groenland au Kamchatka.

Le Programme européen 2005-2008 de l'IUCN a pour objectif d'arrêter la perte de biodiversité d'ici 2010, un engagement politique pris par les chefs d'Etat et les ministres européens de l'environnement.

IUCN Europe regroupe nos efforts afin de réaliser nos objectifs pour une Europe durable, en ayant recours aux compétences locales ainsi qu'à la force du réseau mondial de l'IUCN.

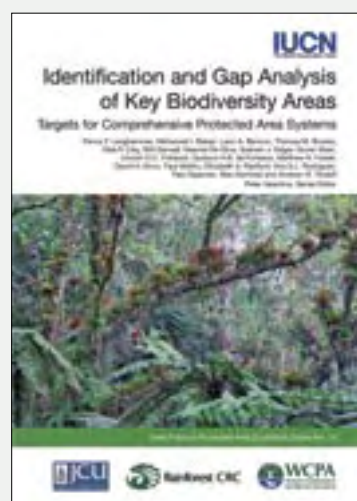
### Réalisé avec le soutien généreux du :

Ministère italien de l'environnement, du territoire et de la mer

## Nouvelles publications

### *Identification and Gap Analysis of Key Biodiversity Areas: Targets for Comprehensive Protected Area Systems.*

Série Lignes directrices relatives aux meilleures pratiques pour les aires protégées No. 15



Pour en savoir plus : [www.iucn.org/publications](http://www.iucn.org/publications)

### *Island voices – Island choices. Developing strategies for living with rapid ecosystem change in small islands.*

Série Gestion des écosystèmes No. 6



## Prochain numéro

Le prochain numéro du Bulletin paneuropéen, qui sera publié en septembre 2008, aura pour sujet « une Europe diverse et durable ».

Vos textes et propositions d'articles sont les bienvenus; veuillez les envoyer avant le 3 août 2008 à [eu.comms@iucn.org](mailto:eu.comms@iucn.org).



Ministero dell' Ambiente  
e della Tutela del Territorio

Direzione Generale per la Protezione della Natura

**Bureau principal à Bruxelles**  
Bureau régional pour l'Europe  
et représentation permanente  
auprès de l'Union européenne  
Boulevard Louis Schmidt 64  
1040 Bruxelles, Belgique  
Tél: +32 2 732 82 99  
Fax: +32 2 732 94 99

**Belgrade**  
Bureau de Programme pour  
l'Europe du Sud-est  
Dr. Ivana Ribara 91  
11070 Novi Beograd  
Serbie  
Tél: +381 11 2272 411  
Fax: +381 11 2272 531

**Moscou**  
Bureau de Programme pour  
la Russie et la Communauté  
d'Etats indépendants  
Stolyarny pereulok, 3  
– bâtiment 3  
Moscou 123022, Russie  
Tél: +7 495 609 33 99  
Fax: +7 495 609 34 11

**Tbilissi**  
Bureau de Programme pour le  
Caucase Sud  
Vaja-Pshavela Ave. 41, VI  
étage  
Tbilissi 0077, Géorgie  
Tél: +995 32 47 30 70  
Fax: +995 32 39 57 05

**Tilburg**  
Reitseplein 3  
5037 AA Tilburg  
Pays-Bas  
Adresse postale:  
Postbus 90154  
5000 LG Tilburg  
Pays-Bas